

## TUNISIE

## Statu quo et baisse de tension

**Statu quo politique, baisse sensible de tension : telle était la situation en Tunisie, hier mercredi, au lendemain du retrait de la centrale syndicale UGTT et du Forum démocratique pour le travail et les libertés, le FDLT du gouvernement «d'union nationale», constitué la veille, et des manifestations monstres de mardi, contre ce même gouvernement et le RCD de Ben Ali.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - Le Premier ministre Mohamed Ghannouchi n'a pas cédé aux pressions conjuguées de la rue et de l'opposition et maintient tous les ministres du RCD à leurs postes respectifs.

Il a convoqué même une première réunion du gouvernement pour aujourd'hui, jeudi.

En parallèle, il poursuit ses consultations, avec l'UGTT notamment, dont le secrétaire général déclarait encore hier, au sortir d'une audience avec Ghannouchi, qu'«il nous est impossible de participer à un gouvernement qui intègre des symboles de l'ancien régime».

Une déclaration qui dénote toute la détermination de son interlocuteur : malgré quelques



Photo : DR

concessions symboliques, comme la démission de Ghannouchi et du président par intérim du RCD, la dissolution des cellules du parti dans les entreprises et l'administration ou encore l'annonce de la radiation de Ben Ali de ses rangs, le Rassemblement ne quittera ni le gouvernement, ni même sa position dominante sur celui-ci. Pour tenter de contenir la colère de la rue, les autorités de transition multiplient les gestes «de bonne volonté».

Hier, elles ont interdit, selon l'AFP, aux forces

de police de charger les manifestants ou de recourir à l'usage des gaz lacrymogènes.

Le couvre-feu est allégé de deux heures, amnistie pour 1800 prisonniers, dont un journa-

liste, l'agrément de nouvelles formations politiques, l'ouverture d'enquêtes judiciaires contre Ben Ali, les membres de sa propre famille ainsi que de son épouse, les Trabelsi.

Mais tout le reste demeure en revanche : l'état d'urgence, le gouvernement et le RCD.

Véritable parti-Etat qui a fait et défait la vie politique, économique et sociale du pays depuis

1956, sous Bourguiba d'abord (il s'appelait alors le Néo Destour), sous Ben Ali d'abord, le RCD peut-il être effacé du paysage politique tunisien ? Si des opposants d'envergure, comme Marzougui réclament sa dissolution, d'autres voix, certes timidement pour le moment, commencent à atténuer cette revendication extrême : «Le RCD est une composante du pays. On ne peut pas l'exclure du gouvernement.

Cela n'a pas de sens», estime par exemple Houssin Dimassi, syndicaliste de l'UGTT et l'un des trois ministres démissionnaires mardi. L'on ne peut gouverner ni gérer le pays sans le RCD, tandis qu'il est honni par les Tunisiens !

Voilà à quoi se résume aujourd'hui l'équation politique en Tunisie. Un vrai dilemme. Et c'est l'enjeu immédiat du côté de Tunis où la crise ne fait que commencer.

K. A.

## SOMMET ÉCONOMIQUE ARABE DE CHARM EL-CHEIKH

## La révolution tunisienne titille les consciences

**La révolution du jasmin en Tunisie a dispersé ses senteurs jusqu'aux confins de la station balnéaire de Charm el-Cheikh, où chefs d'Etat et rois arabes se sont retrouvés hier pour discuter autour des applications idoines à mettre en œuvre pour parer aux détresses de plus en plus expressives, voire violentes, des populations. Le secrétaire général de la Ligue arabe, Amr Moussa, s'est obligé à risquer un regard au-delà des dogmes bien établis dans le monde arabe.**

**Sofiane Aït-Ifilis - Alger (Le Soir)** - Le soulèvement de la rue tunisienne a réussi à jeter le spectre de la peur sur les régimes arabes qui ont pour dénominateur commun la répression des populations.

Le sommet économique des chefs d'Etat arabes, le second du genre, qui devait initialement se pencher sur l'évaluation des décisions et recommandations émises lors d'un premier sommet abrité par le Koweït, a consenti à faire place à la révolution de la rue tunisienne.

Extrémismes prudents, voire pour la plupart timorés, les chefs d'Etat et rois arabes, à l'exception bien sûr du

guide libyen Mouamar El Kadhafi, qui a ouvertement pris cause pour le président tunisien déchu, Zine El Abidine Ben Ali, se sont interdits de désigner la dictature et les dictateurs par leurs noms.

Au sommet de Charm el-Cheikh, comme au Koweït il y a de cela une année, ils empruntent les contournements amplement plus confortables pour eux.

Mais qu'ils insistent sur la nécessité d'améliorer les environnements économique et social des citoyens arabes, c'est déjà cela de gagner en termes davantage collatéraux de la révolution tunisienne. Pour peu, cela dit, que les résolutions du sommet

ne sommeillent, comme de coutume, dans des tiroirs hermétiquement fermés. Car il est à craindre que cette prise de conscience affichée qu'il faille désormais se rendre disponible à la doléance des citoyens ne soit que «manœuvre de survie».

La remarque reste valable même si le cheikh koweïtien Sabah Al Ahmed Jaber Al-Sabah semble éprouver de l'amour pour les révoltes tunisiennes.

Lui a eu le courage de saluer le choix du peuple tunisien. Une audace que n'a pas eue, en revanche, le président égyptien Moubarak qui, lui, a choisi le propos le moins engageant qui soit. Moubarak a parlé vaguement du renforcement des projets d'investissement interarabes.

C'est à cette même idée que le président algérien Abdelaziz Bouteflika s'est éveillé. Lui aussi a préconisé la promotion des connexions économiques arabes.

Les deux présidents

ont parlé, hier matin, à l'ouverture du sommet, comme si le peuple tunisien était toujours à ruminer sans réagir ses privations.

Dans le lot, c'est Amr Moussa qui se distingue en affirmant que «le concept de sécurité nationale s'est élargi pour englober la sécurité alimentaire, l'environnement, la sécurité du citoyen et son droit à la vie, à la liberté et à la dignité». Mais les chefs d'Etat arabes réunis à Charm el-Cheikh entendront-ils de cette oreille Amr Moussa ?

Là est toute la question. D'après ce qui a été donné à entendre hier et bien avant, il n'est pas si sûr que cela que la révolution tunisienne sonne le réveil de la conscience arabe.

Peu de chefs arabes ont salué le crépuscule de la dictature qui apparaît en Tunisie. C'est significatif et ça renseigne sur les aptitudes des dirigeants arabes à accompagner les émanations populaires.

S. A. I.

MARCHÉ PARALLÈLE  
DE DEVICES À GUELMAChute vertigineuse  
du dinar tunisien

La très sérieuse crise politique que traverse la Tunisie a eu de profondes répercussions sur le taux de change du marché parallèle.

A Guelma, les monnaies les plus prisées, en l'occurrence l'euro et le dinar tunisien qui ont respectivement franchi à la hausse, en cette fin d'année, les seuils de 137 et 70 DA, ont connu une baisse remarquable.

Les Guelmis achètent au prix fort ces devises étrangères pour les besoins de leurs fréquents déplacements dans ce pays voisin, qui a été longtemps leur destination privilégiée.

En effet, les cambistes informels de la rue d'Announa, dans le centre-ville de Guelma, cèdent actuellement l'euro à 126 DA, tandis que le dinar tunisien, qui a pris ces dernières années des proportions inquiétantes dans la région de l'est algérien, ne trouve pas preneur à plus de 50 DA.

Vraisemblablement, la crise actuelle qui secoue la Tunisie a affecté profondément le cours des devises sur le marché parallèle, notamment celui du dinar tunisien, une devise qui était très convoitée par les habitants de la ville de Guelma, qui se trouve à 140 km de la ville côtière de Tabarka, dans le territoire tunisien.

Noureddine Guergour